



PREFECTURE DE L'AUBE

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DES AFFAIRES ECONOMIQUES
BUREAU DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 03-4047 A

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

PETIT BATEAU

à

TROYES

AUTORISATION D'EXPLOITER

**LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

- VU** le code de l'environnement,
VU le décret n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977,
VU le dossier de demande d'autorisation déposé à la préfecture de l'Aube le 22 septembre 2000 et complété le 24 avril 2001,
VU le rapport du commissaire enquêteur transmis à la préfecture de l'Aube le 26 octobre 2001,
VU l'avis des Conseils Municipaux des communes de Troyes, Sainte-Savine, La Chapelle-Saint-Luc et Les Noës-Près-Troyes,
VU les avis émis par les chefs des services intéressés,
VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 15 septembre 2003,
VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène rendu lors de la séance du 15 octobre 2003,

CONSIDERANT que les activités faisant l'objet de la présente demande relèvent des rubriques n° 2330-1, 1432-2-b, 1175-2, 1200-2-c, 1510-2, 2321, 2910-A-2, 2920-2-b et 2925 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur et qu'il n'a formulé aucune observation sur sa teneur,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la l'Aube,

ARRETE

- SOMMAIRE -

TITRE I : CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

- 1.1. - Activités autorisées
- 1.2. - Installations soumises à déclaration

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

- 2.1 - Conformité aux plans et aux données techniques
- 2.2. - Délais de prescriptions
- 2.3. - Cessation d'activité
- 2.4. - Accident - incident
- 2.5. - Contrôles et analyses
- 2.6. - Contrôles inopinés
- 2.7. - Intégration dans le paysage
- 2.8. - Hygiène et sécurité

TITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 3 : LIMITATION DES PRELEVEMENTS D'EAU

- 3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau
- 3.2. - Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eau
- 3.3. - Relevé des prélèvements d'eau
- 3.4. - Protection des réseaux d'eau potable
- 3.5. - Cessation d'utilisation d'un forage en nappe

ARTICLE 4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

- 4.1. - Canalisations de transport de fluides
- 4.2. - Plan des réseaux
- 4.3. - Identification des produits stockés
- 4.4. - Réservoirs
- 4.5. - Cuvettes de rétention

ARTICLE 5 : MESURES APPLICABLES AUX MANIPULATIONS DE SUBSTANCES TOXIQUES

- 5-1. - Identification des produits toxiques ou dangereux et des risques correspondants
- 5-2. - Formation et information du personnel
- 5-3. - Conception des aires de chargement, déchargement et stationnement.
- 5-4. - Conditions d'accès, d'évacuation, de circulation interne ou de stationnement des véhicules transportant des produits toxiques ou dangereux.
- 5-5. - Conditions de réception ou d'expédition de produits toxiques et dangereux.

- 5-6. - Conditions particulières à la réception de produits toxiques ou dangereux

ARTICLE 6 : COLLECTE DES EFFLUENTS

- 6.1. - Réseaux de collecte

ARTICLE 7 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

- 7.1. - Obligation de traitement
7.2. - Conception des installations de traitement
7.3. - Entretien et suivi des installations de traitement
7.4. - Dysfonctionnements des installations de traitement

ARTICLE 8 : DEFINITION DES REJETS

- 8.1. - Identification des effluents
8.2. - Dilution des effluents
8.3. - Rejet en nappe
8.4. - Caractéristiques générales des rejets
8.5. - Localisation des points de rejet

ARTICLE 9 : VALEURS LIMITES DE REJETS

- 9.1. - Eaux pluviales des voiries
9.2. - Eaux de refroidissement
9.3. - Eaux domestiques
9.4. - Eaux usées industrielles

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE REJET

- 10.1. - Points de prélèvements
10.2. - Equipped des points de prélèvements

ARTICLE 11 : SURVEILLANCE DES REJETS

- 11.1. - Auto-surveillance
11.2. - Calage de l'auto-surveillance
11.3. - Conservation des enregistrements
11.4. - Transmissions des résultats d'auto surveillance

ARTICLE 12 : EFFET SUR ENVIRONNEMENT

- 12.1. - Surveillance des eaux souterraines

TITRE III : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 13 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

- 13.1. - Dispositions générales
13.2. - Conditions de rejet
13.3. - Traitement des rejets atmosphériques
13.4. - Générateurs thermiques

- 13.5. - Valeurs limites de rejet
- 13.6. - Auto-surveillance

TITRE IV : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 14: PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

- 14.1. - Construction et exploitation
- 14.2. - Véhicules et engins
- 14.3. - Appareils de communication
- 14.4. - Niveaux acoustiques
- 14.5. - Contrôles

TITRE V : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

ARTICLE 15 : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

- 15.1. - Généralités
- 15.2. - Nature des déchets produits
- 15.3. - Caractérisation des déchets
- 15.4. - Stockage temporaire
- 15.5. - Transport
- 15.6. - Elimination
- 15.7. - Comptabilité -auto-surveillance

TITRE VI : PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS GENERALES

- 16.1. - Clôtures
- 16.2. - Gardiennage
- 16.3. - Accès, voies et aires de circulation
- 16.4. - Règles de circulation
- 16.5. - Entrepôts

ARTICLE 17 : DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

- 17.1. - Comportement au feu
- 17.2. - Désenfumage
- 17.3. - Ventilation
- 17.4. - Issues de secours

ARTICLE 18 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

- 18.1. - Chauffage des locaux
- 18.2. - Alimentation en combustible des générateurs thermiques
- 18.3. - Installations électriques
- 18.4. - Protection contre la foudre (A.M. du 28/01/1993)

ARTICLE 19 : REGLES ET CONSIGNES D'EXPLOITATION

- 19.1. - Dispositions générales
- 19.2. - Prévention des incendies - permis de feu
- 19.3. - Règles de stockage
- 19.4. - Nettoyage
- 19.5. - Conduite de la chaufferie

ARTICLE 20 : FORMATION DU PERSONNEL

ARTICLE 21 : MOYENS DE SECOURS

- 21.1. - Système d'alerte
- 21.2. - Moyens d'intervention
- 21.3. - Plan de secours

TITRE VII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 22 : RESEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS

ARTICLE 23: AMENAGEMENTS DES CELLULES DE STOCKAGE DES MATIERES TEXTILES

TITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

TITRE I : CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

1.1. - Activités autorisées

La société PETIT BATEAU dont le siège social est situé 15, rue du Lieutenant Pierre Murard à TROYES, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse, les installations classées suivantes :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité	Coef
Teinture, Impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles (quantité maximale de fibres et de tissus susceptibles d'être traitée).	2330-1	A	10	t/j	1
Stockage de liquides inflammables (1 réservoir de fioul domestique de 15 m3 et 2 réservoirs de fioul lourd de 110 m3)	1432-2-b)	D	18	m ³	0
Emploi de liquides organohalogénés (quantité susceptible d'être présente dans l'établissement).	1175-2	D	1500	l	0
Emploi ou stockage de substances ou préparations comburantes (péroxyde d'hydrogène).	1200-2-c)	D	10	t	0
Stockage de matières combustibles en quantité supérieure à 500 t, dans des entrepôts couverts. Le volume des entrepôts étant de :	1510-2	D	43 615	m ³	0
Atelier de fabrication d'articles de maille (puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines)	2321	D	251	kw	0
Installation de combustion fonctionnant au gaz et fioul lourd (1 chaudière gaz, 1chaudière fioul lourd en secours, 2 séchoirs et 2 rames)	2910-A-2	D	16,33	Mw	0
Installation de compression n'utilisant pas de fluides toxiques ou inflammables	2920-2-b)	D	182,5	kw	0
Atelier de charge d'accumulateurs	2925	D	45	kw	0

A = Autorisation - D = Déclaration

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 87-1019 du 18 mars 1987 et l'arrêté préfectoral complémentaire n° 00-0827 A du 13mars 2000.

1.2 - Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées à l'article 1.1.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. - Conformité aux plans et aux données techniques

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation, à leur voisinage, ou extension entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Les installations citées à l'article 1-1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'usine en annexe II.

2.2. - Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

2.3. - Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1. du code de l'environnement. Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- 1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- 2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- 3°) l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,
- 4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation (ou de l'ouvrage) sur son environnement.

2.4. - Accident - incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1. du code de l'environnement sera déclaré dans les plus brefs délais à l'Inspecteur des Installations Classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des Installations Classées n'en a pas donné l'autorisation, et, s'il y a lieu, après accord de l'autorité

judiciaire.

L'exploitant fournira à l'Inspecteur des Installations Classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

2.5. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.6. - Contrôles inopinés

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.7. - Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

2.8. - Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

TITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 3 : LIMITATION DES PRELEVEMENTS D'EAU

3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

L'atelier ennoblissement, les chaudières, les installations de climatisation et les circuits de refroidissement sont alimentés par 3 forages dont les caractéristiques sont les suivantes :

	FORAGE N°1	FORAGE N°2	FORAGE N°3
<u>Date de mise en service</u>	1893	1968	1974
Capacité maximale de prélèvement	22 m3/h	57 m3/h	60 m3/h
N° de classement BRGM	298.6.2	298.6.3	2986X0091
Coordonnées Lambert	X : 727,61 Y : 1068,36 Z : +115	X : 727,60 Y : 1068,40 Z : +115	X : 727,58 Y : 1068,40 Z : +115

L'alimentation en eau à usage domestique (sanitaire, cantine, alimentation humaine) est réalisée à partir du réseau de distribution public de la ville de Troyes.

3.2. - Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eau

Les installations de pompage des trois captages sont équipées de dispositif de lutte de retour d'eau. La partie supérieure des puits doit être conçue pour éviter tout risque d'introduction dans la nappe de substances polluantes.

3.3. - Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement.

Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.4. - Protection des réseaux d'eau potable

Aucun atelier ou aucune installation industrielle n'est alimenté par le réseau de distribution public de la ville de Troyes, à l'exception des sanitaires. L'alimentation est équipée d'un dispositif de lutte de retour d'eau.

3.5. - Cessation d'utilisation d'un forage en nappe

La mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prendra toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'empêcher la pollution des nappes d'eau souterraines. Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux souterraines.

ARTICLE 4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.1. - Canalisations de transport de fluides

Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

4.2. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doit être établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

4.3. - Identifications des produits stockés

Tous les réservoirs, cuves, bidons ou stockages doivent être identifiés par une inscription désignant le produit contenu et le symbole de danger correspondant. De plus, à l'emplacement des orifices de remplissage des réservoirs, une signalisation doit indiquer clairement la nature des produits stockés afin d'éviter tous risques d'erreur de branchement lors des opérations de dépotage.

4.4. - Réservoirs

4.4.1. - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 m d'eau,
- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
 - porter l'indication de la pression maximale autorisée en service,
 - être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression égale à au moins 1,5 fois la pression en service.

4.4.2. - Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

4.4.3. - Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

4.4.4. - Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

4.5. - Cuvettes de rétention

4.5.1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,

- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

4.5.2. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

4.5.3. - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé. En aucun cas, celles-ci ne doivent être raccordées au réseau d'évacuation des eaux usées de l'établissement.

4.5.4. - L'étanchéité des réservoirs associés à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.5.5. - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

4.5.6. - Les aires de déchargement et de manipulation des liquides susceptibles de créer une pollution doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers des capacités de rétention d'un volume suffisant pour contenir celles-ci. Ces capacités de rétention doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des fluides qu'elles pourraient contenir. Elles doivent être maintenues vides et ne sont pas raccordées au réseau d'évacuation des eaux usées de l'établissement.

4.5.7. - Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

ARTICLE 5 : MESURES APPLICABLES AUX MANIPULATIONS DE SUBSTANCES TOXIQUES

5-1 - Identification des produits toxiques ou dangereux et des risques correspondants

L'exploitant doit disposer d'informations ou documents précisant les dangers des divers produits (toxicologie, incendie, explosion,...) ainsi que les mesures d'urgence à prendre et les moyens à mettre en oeuvre en cas d'accident (épandage, incendie).

5-2 - Formation et information du personnel

La formation et l'information du personnel de l'établissement affecté aux opérations de manipulation (chargement déchargement...), de stockage ou de transport de produits toxiques ou dangereux (risques potentiels et moyens de prévenir ou de limiter les conséquences d'un accident) doivent être assurées.

5-3 Conception des aires de chargement, déchargement et stationnement.

L'implantation (isolement, éloignement) des aires de chargement, de déchargement et de stationnement et leur aménagement doit permettre de prévenir tous risques liés à ces manipulations. Les infrastructures ou les dispositifs permettant de prévenir ou de limiter les conséquences d'un incident ou accident

(capacités de rétention, moyens de détection et d'alerte en cas de fuite de produit liquide ou gazeux, réserve d'eau ou de produits absorbants, moyens de lutte contre l'incendie...) doivent être adaptées aux risques engendrés par ces produits.

L'identification par un étiquetage adéquat des canalisations sur lesquelles doivent être branchés les organes de déchargement ou de chargement, la mise en place de dispositifs empêchant le dépotage en cas de mauvais branchement, ainsi que la mise en œuvre de mesures visant à prévenir les actes de malveillance doivent être réalisées

5-4 - Conditions d'accès, d'évacuation, de circulation interne ou de stationnement des véhicules transportant des produits toxiques ou dangereux.

Les itinéraires et les règles particulières de circulation (fléchage, limitation de vitesse...) et de stationnement (durée, éloignement...) des véhicules à l'intérieur de l'établissement ou dans son voisinage immédiat doivent être établis. Les capacités d'accueil (place suffisante...), les différentes interdictions de stationnements de longue durée à l'intérieur ou au voisinage de l'établissement, les distances d'isolements en fonction des produits inflammables ou explosifs seront également établies.

5-5 - Conditions de réception ou d'expédition de produits toxiques et dangereux.

L'exploitant devra connaître les dates, heures et nature des livraisons ou expéditions des produits. Il doit interdire les livraisons ou expéditions de certains produits à certaines dates ou heures pour des motifs justifiés (sécurité publique, conditions locales particulières...).L'exploitant doit s'assurer de la disponibilité du personnel qualifié nécessaire et de la disposition de moyens de prévention ou de signalement d'accident. Il doit également faciliter l'accès ou l'évacuation des véhicules, contrôler la nature et la quantité des produits chargés ou déchargés et mettre en place des dispositions en cas d'impossibilité de réception de produit (stationnement extérieur, retour au point d'expédition).

5-6 - Conditions particulières à la réception de produits toxiques ou dangereux

L'exploitant devra vérifier la bonne compatibilité entre les équipements (flexibles...) du véhicule et ceux de l'installation de dépotage ou de déchargement, avant de procéder au déchargement ou dépotage.

ARTICLE 6 : COLLECTE DES EFFLUENTS

6.1. - Réseaux de collecte

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés. Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées. Les eaux pluviales ne sont pas collectées avec les eaux usées industrielles.

En complément des dispositions prévues à l'article 4.1. du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

ARTICLE 7 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

7.1. - Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

7.2. - Conception des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

7.3. - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement. Le pH des effluents en sortie de l'établissement doit être mesuré en continu avec un dispositif indépendant de celui de la régulation et asservi à une alarme.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre ou un fichier informatique, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.4. - Dysfonctionnements des installations de traitement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 8 : DEFINITION DES REJETS

8.1. - Identification des effluents

Les effluents autorisés à être rejetés sont les suivants :

- les eaux pluviales non polluées (eaux pluviales des toitures),
- les eaux pluviales des voiries,
- les eaux usées industrielles qui regroupent les effluents de l'atelier de teinture, ceux de l'atelier de sérigraphie (rinçage des cadres) et ceux de la régénération de l'adoucisseur,
- Les eaux usées domestiques

8.2. - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

8.3. - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités dans les nappes d'eaux souterraines est interdit.

8.4. - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,

- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

8.5. - Localisation des points de rejet

- les eaux pluviales non polluées (eaux pluviales des toitures) sont rejetés dans le réseau public d'évacuation des eaux pluviales ou bien dans des bassins d'infiltration,
- les eaux pluviales des voiries sont rejetées dans le réseau public d'évacuation des eaux pluviales,
- les eaux usées industrielles sont rejetées dans le réseau public d'évacuation des eaux usées, par l'intermédiaire d'un branchement unique,
- Les eaux usées domestiques sont rejetés dans le réseau public d'évacuation des eaux usées, par l'intermédiaire de branchements distincts de celui des eaux usées industrielles.

Nota : Une convention de raccordement a été établie pour l'exploitant par la Communauté de l'Agglomération Troyenne et approuvée par la société fermière. Celle ci est conforme à l'article 34 de l'arrêté du 02 février 1998.

ARTICLE 9 : VALEURS LIMITES DE REJETS

9.1. - Eaux pluviales des voiries

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	METHODE DE MESURE
M.E.S.T	100	NF EN 872
DCO	300	NFT 90-101
DBO5	100	NFT 90-103
Azote Global	30	NF EN ISO 25663 + NF EN ISO 10304-1
Phosphore Total	10	NFT 90-023
Hydrocarbures totaux	10	NFT 90-114
Métaux totaux	5	FDT 90-112

9.2. - Eaux de refroidissement

Les eaux des circuits de refroidissement et de climatisation doivent être intégralement recyclées.

9.3. - Eaux usées domestiques

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement collectif.

9.4. - Eaux usées industrielles

9.4.1. - Débit

Les effluents rejetés doivent respecter les valeurs suivantes :

	Journalier	Moyen mensuel
Débit maximal	1300 m3/j	1000 m3/j
Débit spécifique maximal	-	120 m3/t de tissus traités

9.4.2. - Température, pH et couleur

Les effluents rejetés doivent respecter les valeurs suivantes :

Température	pH	couleur
< 30°C	Compris entre 5,5 et 9,5	Modification de couleur du milieu récepteur < 100 mg Pt/l

9.4.3. - Substances polluantes

Jusqu'au 31 décembre 2005, les caractéristiques physico-chimiques des effluents rejetées devront respecter les valeurs limites suivantes (sur effluent brut non décanté) :

Le rapport DCO/DBO5 des effluents rejetés doit être toujours inférieur ou égal à 5.

PARAMETRES	CONCENTRATIONS (mg/l)		FLUX (kg/j)	
	Maximales instantanées	Maximales journalières (2)	Maximaux journaliers	Maximaux mensuel
M.E.S.	150	100	130	100
DBO ₅	450	300	390	300
DCO	975	650	845	650
AZOTE global (1)	45	30	39	30
PHOSPHORE total	15	10	13	10
HYDROCARBURES totaux	15	10	10	5
A.O.X	1,5	1	1,3	1
FER	7,5	5	5	3
ALUMINIUM	7,5	5	5	3
CUIVRE	0,75	0,5	0,5	0,3
ZINC	3	2	2,6	2
CHROME total	0,75	0,5	0,5	0,25
NICKEL	0,75	0,5	0,5	0,25
PLOMB	0,75	0,5	0,5	0,25
MERCURE	0,05	0,05	0,065	0,05
ETAIN	3	2	2	1
MANGANESE	1,5	1	1	0,5
CADMIUM	0,3	0,2	0,26	0,2
Indice PHENOLS	0,45	0,3	0,25	0,1

(1) (comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé)

(2) (pondérée selon le débit de l'effluent)

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyses, de référence sont celles indiquées à l'article 11.1.

Une campagne de caractérisation des effluents liquides rejetés par l'établissement devra être réalisée. Les résultats de cette campagne devront être transmis à l'inspection des installations classées de la DRIRE dans les 6 mois suivant la publication du présent arrêté.

Des essais pilotes destinés à tester les différentes voies permettant d'améliorer la qualité des rejets devront être réalisés. La synthèse des résultats obtenus devra être remise à l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2004. La possibilité d'atteindre les objectifs définis ci-après devra être impérativement recherchée lors de la réalisation de ces essais pilotes :

- DCO 'dure' la plus faible possible mais en tout état de cause inférieure à 125 mg/l,
- Rapport DCO/DBO5 inférieur à 4,
- Hydrocarbures totaux toujours inférieurs à 10 mg/l,
- AOX inférieurs à 1 mg/l,
- Mesure de la coloration par voie d'absorption moléculaire et par méthode visuelle, sans objectif chiffré précis, mais avec l'objectif d'obtenir le meilleur résultat possible.

Après le 31 décembre 2005, le dispositif de prétraitement des effluents liquides retenu par l'exploitant devra être efficient. De nouvelles valeurs limites d'émission encadrant son fonctionnement seront fixées par arrêté préfectoral complémentaire, au vu des conclusions de l'étude susvisée.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE REJET

10.1. - Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

10.2. - Equipement des points de prélèvements

Avant rejet dans le réseau d'assainissement, l'ouvrage d'évacuation des eaux usées industrielles doit être équipé des dispositifs de prélèvement et de mesures automatiques suivants :

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4°C,
- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement,
- un pH-mètre en continu avec enregistrement,
- un appareil de mesure de la température en continu avec enregistrement.

ARTICLE 11 : SURVEILLANCE DES REJETS

11.1. - Auto surveillance

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.

Rejet des eaux usées industrielles :

PARAMETRES	FREQUENCE	METHODES DE MESURE
Débit	En continu	Débimètre
Température	En continu	-
pH	En continu	-
M.E.S.T	Hebdomadaire	NF EN 872
DCO	Hebdomadaire	NFT 90-101
DBO ₅	Hebdomadaire	NFT 90-103
HYDROCARBURES totaux	Mensuelle	NFT 90-114
COULEUR	Sur ordre	NF EN ISO 7887
AZOTE global	Mensuelle	Azote Kjeldhal : NF EN ISO 25663
PHOSPHORE total	Mensuelle	NFT 90-023
AOX	Mensuelle	NF EN 1485
FER	Trimestrielle	NFT 90-017 ou FDT 90-112 ou ISO 11885
ALUMINIUM	Trimestrielle	FDT 90-119 ou ISO 11885 ou ASTM 8.57.79
CUIVRE	Trimestrielle	NFT 90-022 ou FDT 90-112 OU FDT 90-119 ou ISO 11885
ZINC	Trimestrielle	FDT 90-112 ou ISO 11885
CHROME total	Trimestrielle	NF EN 1233 ou FDT 90-112 ou FDT 90-119 ou ISO 11885
NICKEL	Trimestrielle	FDT 90-112 ou FDT 90-119 ou ISO 11885
PLOMB	Trimestrielle	NFT 90 027 ou FDT 90-112 ou FDT 90-119 ou ISO 11885
MERCURE	Trimestrielle	NFT 90-131 ou NFT 90-113 ou NF EN 1483
ETAIN	Trimestrielle	FDT 90-119 ou ISO 11885
MANGANESE	Trimestrielle	NFT 90-024 ou FDT 90-112 ou FDT 90-119 ou ISO 11885
CADMIUM	Trimestrielle	FDT 90-112 ou FDT 90-119 ou ISO 11885
Indice PHENOLS	Trimestrielle	XPT 90-109
Matières Inhibitrices	Annuelle	NF EN ISO 6341

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés. L'exploitant peut recourir à des méthodes dites « rapides », sous réserve de la démonstration de leur fiabilité et après validation par l'inspection des installations classées.

Chaque jour, un échantillon moyen sur 24 h, représentatif des effluents rejetés, doit être réalisé

et conservé à 4°C pendant 48 h. Ces échantillons sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'exploitant du réseau d'assainissement collectif.

11.2. - Calage de l'auto surveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandée dans le cadre de l'auto surveillance par un organisme extérieur et agréé par le Ministre chargé de l'Environnement.

Dans le cas où des méthodes dites « rapides » seraient utilisées, des comparaisons sont effectuées avec les méthodes normalisées, à des fréquences plus rapprochées et qui sont fixées par l'inspection des installations classées.

11.3. - Conservation des enregistrements

Les enregistrements des mesures en continu prescrites à l'article 11.1 du présent arrêté, devront être conservés pendant une durée d'au moins 3 ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'exploitant du réseau d'assainissement collectif.

11.4. - Transmission des résultats d'auto-surveillance

Un état récapitulatif mensuel des résultats des mesures et analyses imposées aux articles 11.1. et 11.2 du présent arrêté, doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation, à l'inspection des installations classées et à l'exploitant du réseau d'assainissement collectif.

Les résultats doivent être présentés selon le modèle joint en annexe au présent arrêté ou sous forme de fichier informatique.

Ils doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mise en œuvres ou envisagées.

ARTICLE 12 : EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

12.1. - Surveillance des eaux souterraines

12.1.1 - L'exploitant doit constituer, en liaison avec un hydrogéologue extérieur, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins :

- deux puits de contrôle situés en aval de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe,
- et un puits de contrôle en amont.

La localisation de ces puits est soumise à l'approbation de l'inspection des installations classées. L'étude correspondante devra être remise dans un délai n'excédant pas 3 mois.

12.1.2 - Fréquence des analyses

Deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux) et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (débordement de bac, fuite de conduite, etc...), des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans ces puits. Les résultats de la

première campagne d'analyse devront être transmis à l'inspection des installations classées dans les 6 mois suivant la publication du présent arrêté.

Ces prélèvements d'échantillons sont effectués conformément à la norme "Prélèvement d'échantillons - Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993" et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

12.1.3. - Paramètres analysés

Des analyses doivent être effectuées sur les prélèvements visés à l'article 12.1.2. du présent arrêté sur les polluants énoncés ci-après et selon les normes d'analyses définies à l'article 11.1 selon les méthodes permettant d'obtenir le seuil de quantification le plus bas :

- les hydrocarbures totaux,
- les hydrocarbures aromatiques polycycliques,
- les métaux: Arsenic, Cobalt, Chrome, Molybdène, Nickel, Plomb, Zinc,
- les amines aromatiques,
- les AOX.

12.1.4. - Résultats

Les résultats des mesures prescrites à l'article 12.1.3. ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux souterraines au plus tard un mois après leur réalisation.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il doit informer le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

TITRE III : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 13 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

13.1. - Dispositions générales

13.1.1. - L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère. Notamment, la préparation de la colle utilisée pour l'enroulement des tricots sur la rame «Domisse», doit être réalisée dans un malaxeur clos, permettant de limiter la diffusion de C.O.V.(trichloréthylène, chlorure de méthylène).

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sont concernés notamment :

- l'ensemble des postes de détachage des articles en confection (7 postes),
- les métiers à tricoter,
- le poste de préparation des cadres (atelier sérigraphie).

Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

13.1.2. - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

13.2. - Conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme N.F.X. 44052. Sont concernés notamment les installations suivantes :

- la cheminée de l'installation de combustion,
- les cheminées de la rame et des séchoirs de l'atelier d'ennoblissement,
- les extracteurs d'air de l'atelier de tricotage,
- l'extracteur d'air du poste de préparation des cadres de l'atelier de sérigraphie,
- la cheminée des tunnels de séchage de l'atelier sérigraphie,
- les extracteurs d'air des postes de détachage.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

13.3. - Traitement des rejets atmosphériques

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

13.4. - Générateurs thermiques

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25/7/97 modifié, relatif aux installations de combustion soumises à déclaration sous la rubrique 2910.

13.4.1. - Constitution du parc de générateurs et combustibles utilisés

	Puissance thermique en MW	Combustibles	Observations
Générateur N°1	11,310	Gaz naturel	Chaudière principale
Générateur N°2	11,310	Fioul lourd	Chaudière de secours (fonctionnement < 100 h)
Générateur N°3	0,35	Gaz naturel	Rame atelier ennoblissement
Générateur N°4	1,419	Gaz naturel	Séchoir Fleissner (ennoblissement)
Générateur N°5	2,1	Gaz naturel	Séchoir Aérovar (ennoblissement)
Générateur N° 6 et 7	0,005	Gaz naturel	Tunnels de séchage atelier sérigraphie
Générateur N° 8	1,148	Gaz naturel	Rame Bâtiment J

13.4.2. - Cheminées

	Hauteur en m	rejet des fumées des installations raccordées	vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit A	31 ◇	Générateurs N°1 et N°2	≥5
Conduit B	≥ 3 ♦	Générateur N°3	-
Conduit C	≥ 3 ♦	Générateur N°4	-
Conduit D	≥ 3 ♦	Générateur N°5	-
Conduit E	≥ 3 ♦	Générateur n° 6 et 7	-
Conduit F	≥ 3 ♦	Générateur N°8	

◇ Différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré.

♦ Différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude de la toiture.

13.5. - Valeurs limites de rejet

13.5.1. - Générateurs thermiques

Les gaz issus des générateurs thermiques doivent respecter les valeurs maximales de rejet suivantes :

Concentrations en mg/m3	G1	G2	G3	G4	G5	G6 et G7	G8
Poussières	5	100	150	150	150	150	150
SO ₂	35	3400	-	-	-	-	-
NO _x en équivalent NO ₂	100	500	400	400	400	400	400
C.O.V	-	-	150	150	150	150	150

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec
- température 273°K
- pression 101,3 KPa
- 3 % de O₂

13.5.2. - Autres installations

Les gaz émis doivent respecter les valeurs maximales de rejet suivantes :

Concentrations en mg/m3	Extracteurs d'air atelier de tricotage	Extracteur d'air poste de préparation des cadres atelier de sérigraphie	Extracteurs d'air postes de détachage
Poussières	100	-	-
C.O.V	-	110	110
Chlorure de méthylène + Trichloroéthylène + autres C.O.V halogénés étiquetés R40	-	20	20

13.5.3. - Flux autorisés en provenance de l'établissement

Paramètres	Flux horaire	Flux annuel
Poussières	4 kgs	4 tonnes
SO ₂	21 kgs	2,1 tonnes
NO ₂	4 kgs	400 kgs
C.O.V.	1,5 kgs	5 tonnes
Chlorure de méthylène + Trichloroéthylène + autres C.O.V halogénés étiquetés R40	400 grs	700 kgs

13.6. - Auto-surveillance

13.6.1. - Générateurs thermiques

L'exploitant doit faire réaliser par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, les mesures suivantes :

Fréquences	G1	G2	G3	G4	G5	G6 et G7	G8
Débit	annuelle	-	-	-	-	annuelle	-
O ₂	annuelle	-	-	-	-	annuelle	-
Poussières	-	-	-	-	-	annuelle	-
SO ₂	-	-	-	-	-	-	-
NO _x	annuelle	-	-	-	-	annuelle	-
C.O.V	-	-	-	-	-	annuelle	-

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

13.6.2. - Autres installations

Chaque année, l'exploitant doit réaliser une estimation des flux de C.O.V émis à partir d'un bilan massique. Celle-ci doit être réalisée par famille de C.O.V.

13.6.3. - Transmission des résultats

Un état récapitulatif des résultats de ces contrôles est adressé à l'inspecteur des installations classées avant la fin du mois suivant, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

13.6.4. - réduction des émissions de certains C.O.V

L'exploitant doit remettre à l'inspection des installations classées dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique concernant les possibilités de réduction des émissions de C.O.V associés aux phrases de risques halogénés R 40 et R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 (dans le cas où il serait amené à en employer). Cette étude permettra d'établir les valeurs limites annuelles des émissions diffuses.

TITRE IV : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 14: PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

14.1. - Construction et exploitation

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

14.2. - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n°95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

14.3. - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

14.4. - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau et au plan en annexe II, qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Point de Mesure	Emplacement	Niveaux-limites admissibles de bruit en dB (A)	
		période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
P1	Limite de propriété	-	51
P8	Limite de propriété	-	49

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieure à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

14.5. - Contrôles

L'inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

TITRE V : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

ARTICLE 15 : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

15.1. - Généralités

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets

15.2. - Nature des déchets produits

Référence nomenclature	Nature du déchet	quantité en t/an	Filières de traitement
15.01.03	Palettes	37	Valorisation
15.01.01	Cartons	160	Valorisation
04.02.15	Textiles	180	Valorisation
20.01.39	Plastiques	30	Valorisation
20.01.01	Papiers	40	Valorisation
17.04.07	Ferrailles	62	Valorisation
04.02.99	D.I.B en mélange	330	Valorisation/Décharge de classe 2
15.01.06	Fûts et containers en PEHD	4	Valorisation
18.01.03	Déchets d'activité de soins	0,004	Incinération.
15.01.06 /15.02.02	Emballages /Absorbants souillés	5	Incinération
20.01.22	Aérosols	0,2	Incinération
08.03.12 /07.03.03	Encres usagés/Solvants	1	Incinération
20.01.21	Tubes fluorescents	-	Traitement et incinération
13.01.13/13.02.08	Huiles usagées	2	Incinération avec récupération d'énergie

15.3. - Caractérisation des déchets

Pour tous les types de déchets, une évaluation des tonnages produits est réalisée.

Les boues résultant de l'épuration des eaux usées industrielle sont caractérisées par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon normes NF. Cette identification est renouvelée au moins tous les ans.

15.4. - Stockage temporaire des déchets

Les déchets et résidus de produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Tout stockage prolongé de déchets à l'intérieur de l'établissement est interdit.

15.5. – Transport

Le transport des déchets jusqu'à l'éliminateur, est effectué par un transporteur déclaré au titre du décret n°98-679 du 30/7/98 sauf si :

- la quantité par transport de déchets dangereux(1) est inférieure à 100 kg,
- la quantité par transport de déchets autres que dangereux est inférieure à 500 kg,
- l'exploitant assure lui-même le transport de ses déchets,
- les déchets sont des huiles usagées collectées par un ramasseur agréé,

(1) art 1 du décret du 15/5/97

15.6. - Elimination

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte. De plus, il justifiera à compter du 1/07/2002, le caractère ultime au sens de l'article L. 541-1 du code de l'environnement, des déchets éliminés en centre d'enfouissement.

Nonobstant les indications de l'article 14.2, les déchets d'emballages des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

15.7. - Comptabilité – Auto-surveillance

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- type et quantité de déchets produits
- codification selon la nomenclature officielle publiée au J. O. du 11 novembre 1997
- opération ayant générée chaque déchet
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets
- nom et adresse des centres d'élimination
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Conformément à l'arrêté ministériel du 4/4/85 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances, lors de la remise de déchets générateurs de nuisances à un tiers, il est établi un bordereau de suivi. Ce bordereau visé par les opérateurs intermédiaires, accompagne les déchets jusqu'à l'installation destinataire (centre de transit, de regroupement, de pré-traitement ou d'élimination).

Si le producteur des déchets n'a pas reçu en retour dans un délai de 1 mois, l'exemplaire du

bordereau de suivi certifiant la prise en charge des déchets par l'exploitant de l'installation destinataire, celui-ci le signale à l'inspecteur des installations classées. Si l'installation destinataire est un centre de transit, de regroupement ou de pré-traitement, le délai est de 3 mois.

Ces bordereaux sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant 3 ans.

TITRE VI : PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS GENERALES

16.1. - Clôtures

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 1,80 m.

16.2. - Gardiennage

Un gardiennage doit être assuré. A défaut, les accès de l'établissement doivent être fermés.

16.3. - Accès, voies et aires de circulation

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées entretenues en bon état, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages,...) susceptible de gêner la circulation.

Les bâtiments et dépôts sont accessibles facilement par les services de secours. Des aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté sur les $\frac{3}{4}$ du périmètre des bâtiments.

Les voies ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la voie de roulement 4,00 m,
- rayons intérieurs de giration 11,00 m,
- hauteur libre 3,50 m,
- résistance à la charge 13 tonnes par essieu.

16.4 - Règles de circulation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes,...).

En particulier toutes dispositions sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

16.5 - Entrepôts

Les matières textiles sont entreposées dans des cellules de stockage qui sont réservées

uniquement à cet effet. Elles sont isolées des autres locaux selon les dispositions prévues à l'article 16.1. Ces cellules sont situées dans les bâtiments suivants :

- Bâtiment I au sous sol,
- Bâtiment J2 au R.D.C,
- Bâtiment H au R.D.C,
- Bâtiment A au sous-sol.

ARTICLE 17 : DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

17.1. - Comportement au feu

Bâtiment H

Le local de charge des batteries des chariots élévateurs est isolé de la cellule de stockage par un mur coupe feu de degré 1 h minimum. La porte d'intercommunication est pare flamme de degré ½ h et est munie d'un ferme-porte.

Bâtiment I sous-sol

La cellule de stockage est recoupée par un mur coupe-feu 2h. La porte d'intercommunication est coupe-feu 1h, à fermeture automatique et asservie à une détection incendie (celle du système sprinkler est admise).

Afin d'assurer un isolement de la cellule de stockage, les escaliers reliant celle-ci avec le R.D.C sont équipés d'un sas de deux blocs-portes pare-flamme de degré ½ h munies d'un ferme-porte. Le monte charge est équipé de portes pare-flamme de degré ½ h.

Le poste de transformation électrique situé dans la cellule de stockage est isolé de celle-ci par un mur et une porte coupe-feu de degré 1 h.

Bâtiment A sous sol

Afin d'assurer un isolement de la cellule de stockage, les accès à celle-ci à partir des bâtiments F et A, sont équipés d'un sas de deux blocs-portes pare-flamme de degré ½ h munies d'un ferme-porte.

Local chaufferie

Il est réalisé en matériaux de classe M0 (incombustible). La stabilité au feu de la structure doit être d'½ h au minimum.

17.2. - Désenfumage

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 m² et de longueur maximale 60 m. Les cantons sont délimités par des écrans réalisés en matériaux M0 (y compris leur fixation) et stables au feu de degré ¼ h. Les cantons de désenfumage sont équipés en toiture de dispositifs d'évacuation des fumées.

Des exutoires à commande unique font partie de ces dispositifs d'évacuation des fumées et la surface utile totale de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 1 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Les commandes de ces exutoires doivent être placées près des accès ou des issues de secours et être signalées.

Pour les cellules de stockage situées au sous sol, les exutoires peuvent être constitués par des ouvrants en partie haute des façades et débouchant vers l'extérieur.

Le local chaufferie est équipé également de dispositifs de désenfumage selon les règles citées ci-dessus. Les exutoires peuvent être constitués par des ouvrants placés en partie haute des façades.

17.3. - Ventilation

Le local de charge des batteries et le local chaufferie doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque de formation d'atmosphère explosive.

Pour le local de charge, le débit d'extraction est donné par la formule ci-après :

$$Q = 0,05 \, n \, I$$

Q = Débit minimal de ventilation, en m³/h

n = Nombre d'éléments de batteries en charge simultanée

I = Courant d'électrolyse en ampère

Concernant le local chaufferie, celui-ci doit être équipé d'ouvertures en partie haute et basse assurant une bonne ventilation..

17.4. - Issues de secours

Des issues et dégagements sont prévus afin de permettre l'évacuation du personnel et de faciliter l'intervention des services de secours et doivent être conformes à l'article R 235-4 du code du travail. En outre le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point des cellules de stockage ne soit pas distant de plus de 50 m de l'une d'elles, et 25 m dans les parties formant un cul-de-sac.

Deux issues au moins, si possible vers l'extérieur, sont prévues dans chaque cellule de stockage

Les portes d'accès et celles des sorties de secours des cellules de stockage doivent être équipées de ferme-porte et s'ouvrent dans le sens de la sortie.

En cas de coupure d'électricité, un balisage de sécurité doit permettre aux personnes de se guider vers les issues de secours et les sorties.

ARTICLE 18 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

18.1. - Chauffage des locaux

Le chauffage des cellules de stockage est assuré par des aérothermes à eau chaude ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont interdits.

18.2. - Alimentation en combustible des générateurs thermiques

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans les espaces confinés. Les canalisations sont protégées en tant que besoin contre les agressions extérieures (corrosion, choc,...) et repérées par des couleurs normalisées. Leur parcours est réduit autant que possible.

Un ou plusieurs dispositifs de coupure doivent être installés à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des générateurs thermiques (chaudières, rame, séchoirs). Ces dispositifs sont placés dans un endroit accessible rapidement en toutes circonstances. Ils sont signalés clairement et comportent un repérage des positions « ouvert » et « fermé ».

Les chaudières et autres générateurs thermiques fonctionnant au gaz doivent comporter un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Le local chaufferie doit être équipé d'un dispositif de détection de gaz, déclenchant une alarme en cas de dépassement des seuils de danger. Ce dispositif doit couper l'arrivée de gaz et interrompre l'alimentation électrique des matériels non prévus pour fonctionner en atmosphère explosive, sans que cette manœuvre ne puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

L'appareil de réchauffage du fioul lourd doit comporter un dispositif limiteur de température, indépendant de sa régulation, permettant de prévenir toute surchauffe anormale du combustible.

18.3. - Installations électriques

Les installations électriques sont appropriées aux risques inhérents aux activités exercées. Elles doivent être réalisées, entretenues en bon état et contrôlées conformément au décret n°88-1056 du 14/11/88 relatif à la réglementation du travail.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre.

Un interrupteur général situé à l'extérieur des bâtiments doit permettre la mise hors tension de l'exploitation. Il doit être clairement signalé par une affiche indélébile : "coupure générale électrique". Les transformateurs électriques sont situés dans des bâtiments indépendants ou isolés par un mur coupe-feu 2 h.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui doit très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute défécuosité constatée dans les plus brefs délais.

18.4. - Protection contre la foudre (A.M. du 28/01/1993)

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus

généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci doit être démontrée par l'exploitant.

Les pièces justificatives du respect des dispositions citées ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 19 : REGLES ET CONSIGNES D'EXPLOITATION

19.1. - Dispositions générales

Les consignes d'exploitation des unités, stockages ou équipements divers, sont obligatoirement écrites et comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux d'entretien ou de modification, de façon à vérifier que ces installations restent conformes aux dispositions du présent arrêté. Elles sont portées à la connaissance du personnel.

19.2. - Prévention des incendies - permis de feu

Dans les cellules de stockage des matières textiles et les autres zones à risque incendie définies sous la responsabilité de l'exploitant, il est interdit de fumer et d'apporter des feux nus. Cette consigne est affichée dans les zones considérées.

Dans le cas de travaux par points chauds, l'exploitant délivre un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières.

Des consignes précisent la conduite à tenir en cas d'incendie. Elles sont rédigées de manière compréhensible pour tout le personnel afin que les agents désignés soient aptes à prendre les dispositions nécessaires.

Les consignes comportent notamment les moyens d'alerte, le numéro d'appel des pompiers et les moyens d'extinction à utiliser.

Ces consignes sont affichées à proximité de l'appareil téléphonique du poste de garde ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

19.3. - Règles de stockage

Aucun produit combustible, inflammable ou comburant ne doit être stocké même provisoirement,

dans le local chaufferie, dans le local de charge des batteries ou dans les locaux abritant les transformateurs électriques.

Aucun produit inflammable ou comburant ne doit être stocké même provisoirement, dans les cellules de stockage des matières textiles.

Les marchandises entreposées dans les cellules de stockage, forment des îlots limités permettant de faciliter l'accès et la circulation. Les règles suivantes doivent être respectées :

- surface maximale des îlots : 300 m²,
- séparation des îlots par des allées d'une largeur de 2 m au minimum,
- éloignement des îlots avec les parois et des éléments de structure : 1 m minimum.

19.4. - Nettoyage

Un nettoyage régulier des ateliers de tricotage est réalisé, notamment des gaines et filtres d'aspiration, des extracteurs en toiture et de toutes les surfaces où s'accumulent des poussières.

Il en est de même pour les gaines d'extraction des deux séchoirs et de la rame de l'atelier d'ennoblissement.

19.5. - Conduite de la chaufferie

Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié, sauf si les générateurs thermiques répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1/02/1993 relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente, et des textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier.

ARTICLE 20 : FORMATION DU PERSONNEL

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de l'ensemble de son personnel.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes.

Une équipe de première intervention en cas d'incendie, est mise en place. Cette équipe est régulièrement formée et entraînée à l'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ainsi qu'au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.

ARTICLE 21 : MOYENS DE SECOURS

21.1. - Système d'alerte

Les cellules de stockage sont équipées d'une détection incendie reliée soit au poste de garde de l'établissement, soit à une entreprise extérieure qui dispose des consignes d'alerte.

21.2. - Moyens d'intervention

L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie, permettant de maîtriser un début de sinistre jusqu'à l'intervention des services de secours.

Les locaux sont équipés d'extincteurs en qualité et en quantité adaptée aux risques. Ils sont judicieusement répartis et sont signalés afin d'être rapidement localisés.

Les cellules de stockage des matières textiles sont équipées d'une part, de R.I.A (Robinetts Incendie Armés), implantés de manière à pouvoir couvrir en tous points par 2 jets, les zones considérées et d'autre part, d'un système d'extinction automatique (système sprinkler).

L'exploitant doit disposer d'une ressource en eau capable de débiter au moins 300 m³/h pendant 3 h. Cette ressource est constituée par l'une des solutions suivantes ou leur combinaison :

- un réseau de distribution d'eau capable de débiter sous une pression minimum d'1 bar, comportant des poteaux d'incendie Ø 100 mm normalisés NFS 61-213, avec un appareil situé à moins de 150 m de l'entrée principale de l'établissement et un autre éloigné au maximum de 200 m du premier,
- une réserve d'eau incendie accessible simultanément à 2 engins incendie, située à moins de 400 m de l'entrée principale de l'établissement.

21.3. - Plan de secours

Un plan de secours est établi par le responsable de l'établissement, en liaison avec les services départementaux d'incendie et secours.

Un exercice de défense contre l'incendie est organisé en liaison avec les services départementaux d'incendie et secours tous les trois ans au minimum.

TITRE VII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 22 : RESEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS

Par dérogation aux articles 6.1 et 8.5, il est toléré pendant un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté, qu'une partie des eaux pluviales des toitures soit raccordée au réseau des eaux usées industrielles. La surface de toiture considérée est de 3800 m². Elle concerne les parties sud-ouest des bâtiments B « teinture » et A « confection ».

ARTICLE 23 : AMENAGEMENTS DES CELLULES DE STOCKAGE DES MATIERES TEXTILES

Les dispositions des articles 16.1 et 16.2 relatives au comportement au feu de certains éléments et au désenfumage, sont applicables dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Elles concernent les bâtiments H, I, A et le local chaufferie au titre de comportement au feu et toutes les cellules de stockages au titre des dispositifs de désenfumage.

TITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 24 :

L'exploitant devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition de l'Inspecteur des Installations Classées, aux visites duquel il devra soumettre son établissement.

ARTICLE 25 :

Le bénéficiaire se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les Installations Classées.

En outre, en application de l'article 18 du 21 septembre 1977, l'Administration peut prescrire, en tout temps, toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté, qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou pour diminuer les inconvénients résultant du voisinage de cette installation et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à un dédommagement quelconque.

ARTICLE 26 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois à dater de la notification à l'exploitant et de la publication de l'avis au public dans la presse locale.

ARTICLE 27 :

Une copie de cet arrêté, accompagnée d'un exemplaire de la demande et des plans y annexés, sera déposée aux archives de la Mairie de Troyes pour y être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

A la porte de cette Mairie sera affichée, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait de l'arrêté et des prescriptions auxquelles l'installation est soumise.

Un procès verbal relatant l'accomplissement de ces formalités sera adressé à la Préfecture - Direction des Politiques Publiques et des affaires Economiques - Bureau de la Protection de l'Environnement.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans la dite installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis portant à la connaissance du public de l'autorisation accordée à la Société PETIT BATEAU sera inséré aux frais de celle-ci dans deux journaux locaux.

ARTICLE 28 :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du département de l'Aube,
- Monsieur le Maire de Troyes,

- Mme la Directrice Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie en sera adressée également, à titre d'information, à Monsieur le Directeur Départemental des Services Incendie et Secours.

Un extrait de cet arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

TROYES, le 17 NOVEMBRE 2003

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général,

Signé : Olivier JACOB